

voulait étendre très loin les droits et les intérêts de la Hongrie, et mesurer très parcimonieusement les concessions nécessaires à une entente. Peu importe. Pour la première fois, il posait en termes précis le grand problème dont le Compromis, après vingt ans de lutte, a donné une solution au moins provisoire ; c'est par là que son discours marque une date dans l'histoire de la monarchie.

Adopté à l'unanimité par la Chambre basse, le projet d'adresse de Kossuth avait été transmis aux magnats. Les tendances démocratiques ne comptaient parmi eux presque que des adversaires ; elles leur paraissaient également menaçantes pour leur situation politique et pour leur situation sociale, garanties par l'ancienne Constitution. Ils n'osaient pas résister ouvertement à Kossuth ; mais ils trouvèrent des prétextes pour ajourner la discussion de l'adresse. A Vienne, cependant, le conseil de la couronne délibérait sur les mesures à prendre en Hongrie. Devant les progrès et l'audace croissante de l'opposition, Apponyi, dont la tentative de se créer une majorité parlementaire avait échoué, préconisait depuis des mois déjà une politique énergique. En février, il avait voulu menacer la Diète de dissolution, et l'opposition du palatin, l'archiduc Étienne, représentant en Hongrie le roi absent, avait seule fait échouer ce projet. Il le reprit après le discours de Kossuth, certain du succès. Széchenyi lui écrivait de Presbourg — et c'était la vérité — que la majorité de la Diète n'avait voté que par crainte de Kossuth et de la jeunesse qui le soutenait, que l'adresse n'exprimait pas ses véritables sentiments. Le palatin lui donnait les mêmes avis. Faible de caractère et placé dans une position fautive, porté comme archiduc à prendre le parti de la cour, et comme gardien de la Constitution hongroise à appuyer les demandes de la nation, ce prince était condamné à un rôle équivoque, s'identifiant en Hongrie avec les vœux du pays, flattant au contraire, dans sa correspondance avec Vienne, les idées chères à la cour. Apponyi avait gagné à son plan Metternich et l'archiduc Louis ; instruit par sa précédente expérience, il voulait que le palatin l'ignorât. Mais l'archiduc Louis n'osa prendre cette responsabilité ; le palatin averti accourut à Vienne, et, aidé par l'archiduchesse Sophie, obtint que le plan fût soumis aux grands dignitaires du pays. Dans leur conférence, qui eut lieu le 8 mars, tous les assistants, sauf Apponyi et Széchenyi, reculèrent devant les conséquences d'une dissolution brusque. On s'arrêta à une demi-mesure : adresser d'abord à la Diète un rescrit d'avertissement, et la menacer de la dissolution. Apponyi, malade, dut abandonner la chancellerie le soir même.